

peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des présents. Dans tous les cas, la dissolution ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

La dissolution peut être prononcée par le Conseil d'Administration.

Article 21

Les délibérations de l'Assemblée Générale prévues aux articles 21 et 22 sont immédiatement adressées au Préfet.

Article 22

En cas de dissolution l'Assemblée Générale Extraordinaire nomme la ou les personnes en charge de la liquidation.

TITRE V

CONTRÔLE DES AUTORITÉS PUBLIQUES

Article 23

Le président doit faire connaître dans le mois suivant à la préfecture du département où l'association a son siège social, tous les changements survenus dans l'administration ou dans la direction de l'association.

Les registres de l'association et les pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement sur toute réquisition du Ministre de l'Intérieur, et ou du Ministre ayant en charge la jeunesse et l'éducation populaire, du préfet et du président de la Chambre Régionale des Comptes, à eux-mêmes ou à leurs délégués, ou à tout fonctionnaire accrédité par eux.

Le rapport annuel et les comptes sont accessibles sur demande.

Article 24

Le Ministre de l'Intérieur, le Ministre en charge des associations de jeunesse et d'éducation populaire et leurs agents, le Préfet du département ont le droit de faire visiter par leurs délégués les établissements fondés par l'association et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

Article 25

Le règlement intérieur préparé par le Conseil d'Administration et adopté par l'Assemblée Générale est adressé aux services de l'Etat concernés.

Fait à Gérardmer

le 08.04.2023

La ou le président (e) du
Conseil d'Administration



La ou le secrétaire du
Conseil d'Administration



STATUTS

DE LA MAISON DE LA CULTURE ET DES LOISIRS DE GERARDMER

Assemblée Générale Extraordinaire du jeudi 16 mars 2023

TITRE I

BUT DE L'ASSOCIATION

Article 1

Il est créé à Gérardmer une Maison de la Culture et des Loisirs, association d'éducation populaire régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Sa durée est illimitée.

Son siège est 1 boulevard de Saint-Dié à Gérardmer – 88400. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur décision de son Conseil d'Administration.

Article 2

Cette association a pour buts la création, la gestion et l'animation de la Maison de la Culture et des Loisirs de Gérardmer.

La Maison de la Culture et des Loisirs, qui constitue un élément essentiel de la vie sociale et culturelle d'un territoire de vie : Parc Naturel Régional, pays, agglomération, ville, communauté de communes, commune, village, quartier..., offre à la population, aux jeunes comme aux adultes, la possibilité de prendre conscience de leurs aptitudes, de développer leur personnalité et de se préparer à devenir les citoyens actifs et responsables d'une démocratie vivante.

Article 3

A cet effet, elle peut mettre à la disposition de la population, dans le cadre d'installations diverses, avec ou non le concours de professionnels, des activités socio-éducatives et culturelles variées : pratiques, intellectuelles, artistiques, sportives, civiques, sociales, etc...

Article 4

La Maison de la Culture et des Loisirs est ouverte à tous.

Les mouvements de jeunesse, d'éducation populaire, ainsi que les associations et les organisations y sont accueillis aux conditions précisées au règlement intérieur.

Article 5

La Maison de la Culture et des Loisirs est laïque, indépendante, quoique respectueuse des convictions personnelles.

Elle s'interdit toute attache avec un parti ou une confession.

Article 6

La Maison de la Culture et des Loisirs de Gérardmer est affiliée à la Fédération Régionale des M.J.C. de Lorraine
– NANCY – 54000 - et de facto aux M.J.C. de France.

Elle peut, en outre, adhérer à toute autre Fédération, dans le respect des présents statuts.

TITRE II ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT LES MEMBRES

Article 7

L'association comprend :

1. Les membres de droit et associés du Conseil d'Administration.
2. Les membres adhérents régulièrement inscrits, individus, familles et associations.
3. Les membres honoraires ou fondateurs, personnes physiques ou morales ; les personnes morales régulièrement constituées sont représentées par un délégué.
4. Les membres d'honneur : ce titre peut être décerné par le Conseil d'Administration aux personnes qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'association ; ce titre leur confère le droit de faire partie de l'Assemblée Générale.

Les membres de droit, les membres associés et les membres d'honneur ne sont pas tenus de payer une adhésion annuelle.

L'admission des nouveaux membres est prononcée par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration.

Article 8

La qualité de membre de l'association se perd :

1. Par démission.
2. Par radiation d'office pour non-paiement de la cotisation, prononcée après un préavis de trois mois, par le Conseil d'Administration.
3. Par radiation, pour faute grave, prononcée par le Conseil d'Administration, l'intéressé ayant été préalablement appelé à prononcer sa défense, sauf recours non suspensif devant l'Assemblée Générale qui statue en dernier ressort.

TITRE III

COTISATIONS ET RESSOURCES

Article 17

Les recettes annuelles de l'association se composent :

- 1) des cotisations de ses membres,
- 2) des subventions diverses en provenance notamment : de l'Europe, de l'Etat, de la Région, du Département et des autres collectivités territoriales et locales, ainsi que d'établissements publics ou privés ou collectivités publiques,
- 3) du produit des libéralités dont l'emploi est autorisé au cours de l'exercice,
- 4) des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente,
- 5) du produit des ventes et des redistributions perçues pour service rendu.

Article 18

Il est tenu une comptabilité selon les normes du Plan Comptable Général et les règles comptables spécifiques demandées par les instances compétentes, faisant apparaître annuellement un compte de résultat, un bilan et une annexe.

La MCL se donne les moyens de pouvoir justifier chaque année auprès du préfet du département du Ministre de l'Intérieur et du ministre délivrant l'agrément jeunesse et éducation populaire de l'emploi des fonds provenant de toutes les subventions accordées au cours de l'année écoulée.

TITRE IV

MODIFICATION DES STATUTS, DISSOLUTION

Article 19

Les statuts ne peuvent être modifiés que :

- sur proposition du Conseil d'Administration
- ou du quart au moins des membres qui composent l'assemblée.

Le texte des modifications doit être communiqué aux membres de l'Assemblée Générale au moins un mois avant la réunion de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale ne délibère valablement que si la moitié plus un des membres qui la composent sont présents ou représentés. Si l'Assemblée Générale n'atteint pas ce quorum, une deuxième Assemblée Générale est convoquée au moins quinze jours à l'avance et elle délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 20

L'Assemblée Générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre au moins la moitié plus un des membres en exercice. Si cette proposition n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et, cette fois elle

- f) Il approuve le compte de résultat, le bilan et le rapport financier à proposer à l'Assemblée Générale annuelle.
- g) Il approuve le rapport moral et fixe les orientations à soumettre à l'Assemblée Générale annuelle.
- h) Il élabore, décide et évalue, les actions et les activités pédagogiques de l'association. Il lui est rendu compte de leur mise en œuvre. Il propose des suggestions à la Fédération Régionale des M.J.C.
- i) Il désigne ses représentants à la Fédération Régionale des M.J.C, s'il y a lieu, ses représentants à la Fédération ou Union départementale et à l'Union locale si elles existent et à d'autres mandats.
- j) Il est tenu procès-verbal des séances, les procès-verbaux sont signés par la présidente ou le président et la secrétaire ou le secrétaire, après approbation de ceux-ci par l'instance suivante. Ils sont établis sans blanc ni nature, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de la MCL.

Les délibérations du Conseil d'Administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par l'association, constitution d'hypothèques sur les dits immeubles, baux excédant neuf ans, aliénation des biens dépendants du fonds de réserve et emprunts, doivent être soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Tous les autres actes permis à l'association sont de la compétence du Conseil d'Administration.

POUVOIR DU BUREAU

Article 16

Le bureau assure la gestion courante de la MCL, il se réunit aussi souvent que l'association l'exige sur convocation du président ou de la présidente.

- a) La présidente ou le président représente la MCL dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous les pouvoirs à cet effet.
- b) La vice-présidente ou le vice-président assiste la présidente ou le président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.
- c) La secrétaire ou le secrétaire est chargé des convocations. Il établit ou fait établir le procès-verbal des réunions (Bureau, Conseil d'Administration, Assemblée Générale). Il tient le registre revu par l'article V de la loi du 01/07/1901.
- d) La trésorière ou le trésorier établit ou fait établir sous sa responsabilité les comptes de la MCL. Il procède à l'exécution des dépenses, le directeur étant le gestionnaire.

Avec l'autorisation du bureau du Conseil d'Administration, la présidente ou le président peut déléguer partiellement ses pouvoirs, sous sa responsabilité, à un ou plusieurs mandataires membres ou non du Conseil d'Administration.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 9

L'Assemblée Générale se réunit sur convocation écrite ou électronique du président ou de son représentant adressée individuellement à chacun des membres au moins 15 jours avant :

- en session normale : une fois par an,
- en session extraordinaire : sur la décision du Conseil d'Administration ou sur la demande du quart au moins des membres qui la composent.

Sont électeurs les membres de droit, les membres fondateurs, les membres d'honneur, les membres associés selon les modalités de l'article 12 et les membres de l'association âgés de seize ans révolus à la date de l'Assemblée Générale, adhérents régulièrement inscrits et ayant par ailleurs :

- adhéré à l'association depuis plus de 6 mois au jour de l'élection,
- et acquitté les cotisations échues.

Article 10

L'Assemblée Générale, réunie en session extraordinaire, ne délibère valablement que si le quart des membres est présent ou représenté.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première réunion, une deuxième assemblée est convoquée au moins dix jours à l'avance, et elle délibère valablement quel que soit le nombre des présents.

POUVOIR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 11

L'Assemblée Générale désigne au scrutin secret parmi les adhérents les membres élus au Conseil d'Administration et les membres associés. Elle peut les révoquer si la question figure à l'ordre du jour.

Elle désigne également soit le Commissaire aux Comptes, soit les membres de la commission d'apurement des comptes.

Son bureau est celui du Conseil d'Administration.

Elle a pour mission de délibérer sur les questions portées à l'ordre du jour par le Conseil d'Administration, et notamment sur le rapport moral et financier.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos et le budget de l'exercice suivant et fixe le taux des cotisations annuelles.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés ; chaque membre (personne physique ou morale) ne dispose que d'une seule voix. Chaque personne physique, présente à l'Assemblée Générale, peut disposer en outre de 2 pouvoirs au plus de membres représentés. Les décisions ne sont valables que sur les questions préalablement mises à l'ordre du jour.

En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Il est tenu un procès verbal lors de l'Assemblée Générale. Il est signé par le président et la secrétaire en exercice. Il est établi sans blanc ni rature sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 12

L'association est administrée par un Conseil d'Administration ainsi constitué :

1. des membres de droit :

- les maires des communes ou leur représentant, sous réserve de son accord préalable explicite notifié par écrit au président, et ou le président de la Collectivité Territoriale ou son représentant, sous réserve de son accord préalable explicite notifié par écrit au président,
- le préfet du département ou son représentant, sous réserve de son accord préalable explicite notifié par écrit au président,

2. facultativement de 1 à 3 membres associés sur proposition du Conseil d'Administration :

Les membres associés peuvent être :

- a) des représentants d'associations et/ou de mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, d'associations sportives, de syndicats et d'associations ou d'organisations pouvant enrichir la mise en œuvre du projet de la MCL.
- b) des personnes choisies en raison de leur compétence particulière.
- c) le délégué de la FRMJC ou son représentant régional.

3. de membres représentants le personnel de la MCL, désignés par lui dans le cadre des accords en vigueur dans la MCL.

4. de 9 à 15 membres élus par l'Assemblée Générale.

Pour l'élection des membres adhérents élus au Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale doit veiller :

- à rechercher une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes
- à promouvoir la prise de responsabilité au sein de la MCL des jeunes dès 16 ans.

Le nombre des membres élus doit être au moins égal à celui des membres de droit et associés désignés aux 1^{er} et 2^{ème} paragraphes précédents, plus un.

Les membres élus sont renouvelables par tiers tous les ans par l'Assemblée Générale. Les membres sortants sont rééligibles ;

En cas de vacance, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine Assemblée Générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Article 13

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation écrite du président ou de la présidente adressée individuellement à chacun des membres au moins 8 jours avant :

- en session normale au moins une fois par trimestre,
- en session extraordinaire lorsque son bureau le juge nécessaire ou sur demande du tiers au moins de ses membres présents ou représentés.

La présence du tiers au moins de ses membres est nécessaire pour la validité de ses délibérations. Il est tenu procès-verbal des séances.

En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

Article 14

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres, au scrutin secret et pour un an, son bureau qui peut comprendre :

- un président, une présidente,
- un ou plusieurs vices-présidents, vices-présidentes,
- un secrétaire, une secrétaire et, éventuellement, un secrétaire adjoint, une secrétaire adjointe,
- un trésorier, une trésorière et, éventuellement, un trésorier adjoint, une trésorière adjointe,
- un ou plusieurs membres.

Les membres du Conseil d'Administration, ceux du bureau et ceux de la commission d'apurement des comptes ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées. Toutefois, ils peuvent être indemnisés pour leurs frais réels. Le remboursement des frais de mission, de déplacement ou de représentation payés à des membres du Conseil d'Administration doit être approuvé par le Conseil d'Administration.

POUVOIR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 15

Le Conseil d'Administration est responsable de la marche générale de l'association. En particulier :

- a) Il est le collectif employeur des salariés appointés par l'association. A ce titre, il décide sur tous les aspects du contrat de travail qui le lie à ses salariés.
- b) Il décide des Conventions ou des contrats signés avec une tierce partie. Il peut, le cas échéant, les dénoncer.
- c) Il est responsable de la mise en œuvre des orientations votées par l'Assemblée Générale.
- d) Il arrête le budget, établit les demandes de subventions et à réception de celles-ci, il les utilise selon les règles en vigueur et se donne les moyens d'en rendre compte.
- e) Il décide du montant de la participation des adhérents aux activités et services.